

Le Commonwealth n'est pas une institution nouvelle, mais on peut dire qu'il s'ouvre à une nouvelle vie. Ces dernières années, le Canada et d'autres nations ont négligé le Commonwealth. Le gouvernement du Canada s'était donné pour mission de rétablir l'importance du Commonwealth au même titre qu'il a cherché à trouver une formule pour La Francophonie. Nous avons réussi, particulièrement en ce qui concerne la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud.

Aux yeux du Canada, le système de l'apartheid est fondamentalement mauvais et doit être changé. Mais les paroles ne changent pas les systèmes; il faut, pour ce faire, une action concertée. Le Commonwealth était alors l'un des meilleurs instruments dont nous disposions pour exercer des pressions sur l'Afrique du Sud tout en favorisant la modération et l'unité parmi les populations noires de l'Afrique australe. Le Zimbabwe, la Zambie et le Botswana sont des voisins de l'Afrique du Sud et des membres du Commonwealth. Monsieur Mulroney est le seul leader occidental à avoir visité le Zimbabwe depuis que ce pays existe. Nous avons pu jouer un rôle constructif dans la lutte contre l'apartheid parce que nous avons respecté et ravivé les traditions qui unissent les membres de la famille du Commonwealth. Notre leadership au sein de cette association est à la fois une éloquente expression du caractère du Canada et un instrument efficace de notre action internationale.

Conformément à l'esprit du bilinguisme, je dois maintenant montrer que je peux m'exprimer dans l'autre langue officielle du pays.

Je parlais de leadership. Qu'il me soit permis, à cet égard, de citer les paroles de sir John A. MacDonald, l'un des fondateurs du pays avec Georges-Étienne Cartier. Quand on lui demandait de quelle manière il abordait la politique, il répondait: "Regardez un peu devant vous, mon ami". Pas trop devant soi - ces paroles viennent de moi, et non de sir John A. MacDonald - juste assez pour changer les choses, mais pas au point où personne ne vous suivra.

C'est ce que nous avons essayé d'accomplir en politique étrangère, qu'il s'agisse de la question de l'apartheid en Afrique du Sud ou de celle de la famine au Sahel; qu'il s'agisse de la volonté de faire examiner les problèmes de l'agriculture aux grandes réunions économiques internationales, ou de la diplomatie que nous avons déployée et des longues heures que nous avons consacrées pour assurer la réussite du lancement, à Punta del Este, d'une nouvelle ronde de négociations du GATT qui comprendra non seulement l'agriculture, mais aussi des questions nouvelles, comme les services, que les participants venus en Uruguay n'étaient pas tous prêts à envisager dans le cadre d'un accord.